

**INQUIÉTUDE**

# Adieu, la Belgique ?

**Des milieux flamands** prônent ouvertement le séparatisme.

Pourtant, certains défendent encore la solidarité entre les

communautés. L'année 2007 sera en tout cas

cruciale pour l'avenir du pays. Au

programme : des

élections législatives.

Avec, à leur suite, un

inévitables et nouveau

« round » communautaire.

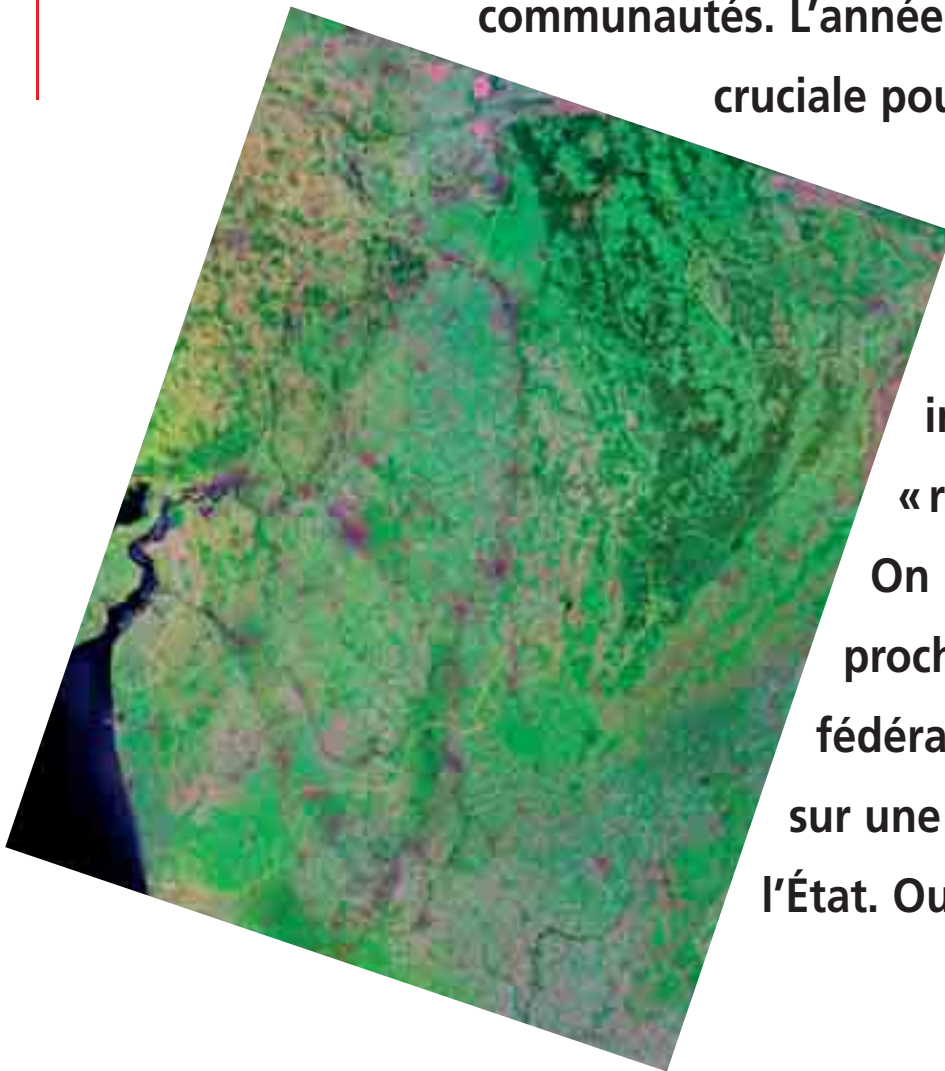
On ne pourra former un

prochain gouvernement

fédéral sans se mettre d'accord

sur une nouvelle réforme de

l'État. Ou sur la fin du pays ?



**L**ES REVENDICATIONS flamandes pour obtenir davantage d'autonomie seront inévitables. L'avenir du pays est en jeu. Certains milieux flamands aspirent même à l'indépendance de la Flandre. Ainsi un groupe de personnalités flamandes influentes a publié un *Manifeste pour une Flandre indépendante en Europe*. Un choc. Thèse principale : la Flandre contribue largement à la prospérité de la Wallonie et de Bruxelles. Un « transfert » évalué à 10 milliards d'euros par an. Soit près de 1800 € par an et par Flamand et près de 7 % de la richesse régionale flamande. On lit encore dans ce manifeste que la structure fédérale actuelle du pays est inefficace, le processus de décision trop lourd, les consensus difficiles à obtenir. Toute réforme émanant de Flandre est systématiquement bloquée par l'immobilisme PS, ajoute-t-on. Conclusion du Manifeste : Séparons-nous. Ce sera alors un meilleur avenir pour la Flandre et un électrochoc salutaire pour la Wallonie.

## TRANSFERTS

Ce manifeste est reçu comme un uppercut par les Francophones. Ils ne sont pas demandeurs d'une nouvelle réforme majeure des institutions mais ils ne pourront continuer à répondre négativement aux demandes flamandes et il va falloir y donner suite de manière argumentée. On s'y prépare dans les états-majors des partis politiques francophones. Les « spécialistes » des questions économiques de « transfert Nord-Sud » dans les universités sont sollicités.

Ainsi, Robert Deschamps, professeur d'économie aux Facultés Notre-Dame de la Paix de Namur. Pour lui, « *la scission du pays entraînerait une perte de bien-être économique pour l'ensemble du pays* ». S'il y a scission, il y aurait par exemple des entraves aux interdépendances économiques nombreuses existant entre les régions, une hausse des charges d'intérêt de la dette publique, une perte de recettes fiscales globales découlant de la scission de l'administration fiscale, etc.

On ne peut contester toutefois qu'il existe des transferts Nord-Sud mais pas, dit-il, de l'ampleur avancée par le manifeste. « *Il faut de toute manière améliorer le système fédéral en accroissant la responsabilisation des Régions et des Communautés et leur coordination. La stratégie la plus mauvaise est l'immobilisme ou le fatalisme. Quelle que soit la perspective, Les Wallons et les*

*Bruxellois doivent œuvrer au développement économique de leurs régions, notamment maîtriser leurs dépenses publiques et augmenter la croissance économique.* »

## ÊTRE SEREINS

Du côté flamand, il serait faux de croire que la pensée unique domine. À côté d'un discours radical, on entend d'autres voix qui sont de plus en plus écoutées et qui trouvent aussi un écho dans l'opinion publique. Ainsi, Rudy Aernoudt, un Flamand atypique qui fut chef de cabinet adjoint du ministre libéral de l'économie régionale wallonne Serge Kubla, et est aujourd'hui secrétaire général au département d'économie à l'Administration flamande. Il publie un contre-manifeste qui s'intitule *Flandre-Wallonie, je t'aime moi non plus*. Il appelle au bon sens. Pour lui, certes, il y a des transferts Nord-sud mais il ne comprend pas pourquoi, à partir de ce constat, il faudrait une sorte de fuite en avant et la division du pays. Il pense aussi que le montant des transferts avancé par le manifeste est exagérément gonflé et n'est pas, à l'échelle européenne, disproportionné. « *Un État flamand indépendant et riche au sein de l'Union européenne serait soumis à la solidarité. Les Flamands préfèrent-ils soutenir les Bulgares plutôt que les Wallons ?* », dit-il.

Pour contribuer à un débat serein, Rudy Aernoudt propose qu'on applique au niveau belge le fameux principe européen de « *subsidiarité* ». En clair, qu'on attribue les compétences au niveau de pouvoir qui est le plus efficace pour le réaliser. Cela ne veut pas dire « par définition » au niveau régional. L'auteur est cependant très critique à l'égard du PS dominant en Wallonie et dont le pouvoir quasi absolu est néfaste. Il souhaite une rotation du pouvoir pour assurer le renouveau de l'économie wallonne. Il demande aussi que les moyens mis à la disposition de la Wallonie soient contrôlés, comme cela se fait au niveau européen et affectés prioritairement au développement économique.

Voilà qui sort des discours convenus et manichéens. On se rend mieux compte aujourd'hui au Nord et au sud que l'avenir institutionnel et économique du pays ne peut être appréhendé à coup de slogans. Est-ce le début de la sagesse ? ■

**Gérald HAYOIS**

# Que se passera-t-il en 2007 ?

**Xavier Mabilie,**  
président du Centre  
de Recherche et  
d'Information  
Socio-Politiques  
(CRISP), esquisse  
quelques scénarios  
possibles après les  
législatives. Ça va  
saigner...



## ÉTUDIANTS EXTRÉMISTES FLAMANDS.

Ils réclament sur leur site  
la fin de la Belgique.

– *Peut-on, aujourd'hui, prédire les grandes tendances du scrutin fédéral 2007 ?*

– Pour les législatives de cette année, il est bien difficile de faire des pronostics. Mais on ne doit sans doute pas s'attendre à de grands changements par rapport aux résultats d'octobre 2006.

En effet, se conduisant un peu comme un « attrape-tout », le VLD était devenu un parti important avec des anciens de la Volksunie, des personnalités connues dans le public et en cartel avec Vivant. Mais depuis le scrutin communal de 2006, il a fait preuve d'un certain courage en se recentrant. Également en chute, les socialistes flamands ont cependant refait un bon score à Anvers. Conduit par Leterme, le CD&V, aussi en cartel avec d'anciens Volksunie, n'a cessé de remonter. De plus, même s'il n'a plus progressé dans la région anversoise en 2006, le Vlaams Belang a obtenu jusqu'à 15 % dans des communes où il se présentait pour la première fois. D'où la question de savoir quel sera son poids en 2007. D'autant plus qu'en Flandre, comme ailleurs, la base des partis évolue.

Côté francophone, les bons résultats socialistes de 2003 et l'éparpillement enregistré en Flandre avaient fait d'Elio Di Rupo quasi le maître du jeu de la politique nationale en 2004. Ce n'est plus le cas depuis la multiplication des affaires, les mauvais résultats du PS en Hainaut (province de Di Rupo et Arena) et à Namur, à côté des bons scores faits à Bruxelles et, par différentes tendances et personnages, aussi à Liège. D'où un problème d'équilibre interne pour le PS. Quant au MR, il voit le FDF continuer à exister en son sein, spécialement du fait d'avoir un certain nombre de bourgmestres. Et si l'extrême-droite francophone reste divisée, le CDH et Ecolo ont repris, après la chute de l'ex-PSC et le recul sévère des écologistes en 2004. Ceux-ci forment même avec le MR la nouvelle députation permanente du Brabant wallon, ce qui illustre bien les situations plus complexes en matière de coalitions, MR et CDH étant, par ailleurs, partenaires avec le PS, mais pas entre eux...

– *Des négociations pour une nouvelle réforme de l'État belge ont été annoncées pour 2007...*

– Effectivement, et sur base des résolutions adoptées dès 1999 par le Parlement flamand. Elles préconisent un fédéralisme dont les institutions, la répartition des compétences et le mode de financement s'écartent sensiblement du modèle actuel. Les francophones n'en ont peut-être pas perçu la portée réelle, même si leurs Parlements y ont répondu par une fin de non-recevoir (!).

Toutefois, après le scrutin de 2007, il faudra former un gouvernement fédéral. Une hypothèse vraisemblable est celle d'une coalition de trois partis flamands et deux francophones, différente d'autres majorités en place ailleurs dans le pays. On peut supposer qu'elle sera conduite plus par le socialiste flamand Vande Lanotte que par Di Rupo ou Verhofstadt ou encore Leterme, du fait pour ce dernier de déclarations difficilement acceptables pour les francophones et de l'envie de rester le Premier flamand. Mais encore faudra-t-il voir le poids du Vlaams Belang !

– *Pour quelles réformes ?*

– Réviser la constitution implique une déclaration votée à ce sujet avant la dissolution des chambres actuelles et une nouvelle assise gouvernementale suffisante, c'est-à-dire une majorité des deux-tiers, y compris au niveau des deux principales communautés linguistiques. Mais des réformes augmentant, des pouvoirs des Régions pourraient se faire par des lois spéciales et en tenant compte de situations de fait qui amèneraient les Régions à travailler ensemble. Le choc des licenciements massifs chez VW à Forest en est un bon exemple. Cela concerne la Région Bruxelles-Capitale, la Flandre - d'où venait la majorité des travailleurs et la Wallonie, car un tiers du personnel était originaire du Hainaut, province où le PS a connu affaires et scores électoraux difficiles. De plus, comme il fut pas mal question en 2006 du fonctionnement de la Justice, une forme de régionalisation de cette dernière pourrait bien être une invitée-surprise à la table des négociations. Il sera sans doute plus facile de se mettre d'accord sur ce dossier que sur l'avenir de la sécurité sociale ! ■

**Propos recueillis par Jacques BRIARD**

(!) Lire : Guiseppe PAGANO, *Les résolutions du Parlement flamand pour une réforme de l'État*, Courier Hebdomadaire du CRISP, n° 1670-1671, 2000, prix : 7,40 € -10 % = 6,66 € et par Jean-Paul NASSAUX, *La Réforme de l'État de 2001*, CRISP, juin 2002 (CRISP, place Quetelet, 1A, 1210 Bruxelles. ☎ 02.211.01.80. ✉ crisp@cfwb.be. [www.crisp.be](http://www.crisp.be))

# Cortebeek : « La solidarité, c'est capital ! »

**Luc Cortebeek est président de la CSC (Confédération des Syndicats Chrétiens). Ce syndicat vient de réaffirmer l'importance d'une sécurité sociale fédérale et solidaire. Sans nostalgie du passé de la Belgique de papa.**

« Dans les années 70-80, la CSC a revu son organisation interne et s'est donnée des organes de décision régionaux, explique Luc Cortebeek. En effet, il est bon d'être proche des réalités de terrain et les réalités ne sont pas forcément les mêmes à Liège, Charleroi ou Namur qu'à Hasselt, Genk ou Anvers. Si un syndicat veut être proche de sa base, il est fondamental qu'il soit à l'écoute des réalités vécues sur le terrain. Les réalités sociales, culturelles, économiques doivent être prises en compte. Le fédéralisme, s'il a ses problèmes, a aussi ses richesses. Mais une des difficultés rencontrées est que, dans ce pays, on ne se parle plus, on ne s'écoute plus ou peu. » Aujourd'hui, en Belgique, peu d'organisations sont encore nationales, sauf dans les grands mouvements sociaux comme la mutuelle ou les syndicats. Chacun a évidemment ses ailes régionales, mais il y a structurellement des lieux de concertation, de rencontres et de discussion. C'est une très grande richesse. « À la CSC, nous avons un bureau journalier où se retrouvent tous les responsables des différentes ailes du syndicat, aussi bien sur le plan des centrales professionnelles qu'au niveau de l'interprofessionnelle. Chacun peut donc entendre le point de vue de l'autre et ainsi prendre les décisions qui maintiennent et renforcent la solidarité au cœur du mouvement syndical. »

Pourtant, des économistes flamands prônent la scission du pays et de la sécurité sociale. Les travailleurs y trouveraient-ils leur compte ? Lors du dernier congrès de la CSC, dont le thème était la solidarité, Luc Cortebeek s'est adressé ainsi aux militants : « Mes amis, la solidarité est seulement possible si on se met un peu dans les souliers de l'autre. Seule, une sécurité sociale fédérale peut assurer une réelle solidarité. La sécurité sociale ne doit pas se baser sur une solidarité entre régions mais sur une solidarité entre personnes. »

Aujourd'hui, il complète par deux exemples : l'aéroport de Zaventem et VW Forest. « Dans ces deux entreprises, et il y a en a bien d'autres, des travailleurs viennent de Bruxelles, de Flandre et de



« La solidarité est seulement possible si on se met un peu dans les souliers de l'autre. »

Wallonie. Est-il pensable d'imaginer un traitement différent des dossiers selon que l'on soit wallon, flamand ou bruxellois ? C'est complètement absurde. Prenons l'exemple de VW. Il y aura un seul guichet pour aider les travailleurs devant les questions qui vont se présenter à eux. Faire autrement n'aurait aucun sens et si tous les travailleurs ne sont pas unis, comment organiser la nécessaire réaction ? La question qu'il faut se poser est : cela va-t-il améliorer la condition des Flamands, des Bruxellois ou des Wallons ? Économiquement, une telle scission serait inopérante car elle isolerait chacune des régions du pays du reste de l'Europe. Elle serait un véritable coup de pied contre une solidarité entre travailleurs. Les intérêts des travailleurs ne sont pas uniquement liés à des intérêts régionaux même si chaque région doit veiller à développer de l'emploi. La solidarité est une solidarité entre personnes et pas une solidarité entre communautés. »

**Propos recueillis par Paul FRANCK**